

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépôt légal : à parution

N°1204 du 1er juillet 2014 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2014 | 33ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1204

- EDITORIAL** : Ce qui va changer pp.1-2  
**CONJONCTURE** : Médecine « gratuite » : tiers payant à 100 % pp. 3-4  
**ACTUALITES** : Pour attirer les touristes étrangers p. 4 - Arnaud Montebourg réinvente la croissance p. 5 - Etat de droit ou droit de l'Etat ? p. 5  
**ACTUALITE LIBERALE** : pp. 6-7  
**PREPARER UNE RENTREE EFFICACE** p. 8

## Ce qui va changer

Beaucoup de choses vont changer au cours des prochaines semaines. Sans doute, et contrairement à la décence, à la démocratie et à nos souhaits, n'y aura-t-il aucun changement au sommet de l'Etat. Malgré sa conversion spectaculaire à la sociale-démocratie, le Président ne démissionnera pas, tout en continuant à être critiqué par les gens de son bord. Les lois scélérates qui détruisent la famille, la vie, la sécurité seront toujours là, Madame Tobira et ses amis y veilleront. La croissance sera toujours « plate », ce qui explique le chômage, nous explique savamment Michel Sapin. Le redressement industriel d'Arnaud Montebourg poursuivra son chemin grâce à une codification de la croissance : nous en sentirons les premiers effets à la rentrée.

Parlons maintenant des changements sérieux. Tout d'abord, pendant un mois et demi vous n'aurez pas de Nouvelle Lettre, elle prend ses quartiers d'été, comme toujours depuis 33 ans. Pourrai-je vous annoncer pour bientôt sa renaissance en papier ? C'est évidemment mon vœu, votre vœu le plus cher. Je n'ose pas y croire pour l'instant.

Les choses vont changer en Europe, c'est certain. D'une part la désagrégation de l'Europe actuelle menace. Il y a plusieurs foyers de tension : l'Ecosse, la Catalogne qui veulent accéder à leur indépendance et quitter l'Union Européenne. En cas de retrait de l'Ecosse, le Royaume Uni serait porté à se séparer également de l'Union. >>

### BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**aleps**

**ASSOCIATION POUR LA LIBERTÉ ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL**

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

Bien qu'élus à une large majorité à la tête de la Commission, Jean Claude Juncker sera prisonnier des forces centrifuges ; il aura du mal à vaincre l'Euroscepticisme, grand vainqueur de la dernière consultation. Devra-t-il conforter le bâtiment bruxellois en l'étayant avec des politiques européennes plus dynamiques, avec des impôts européens ? C'est ce que souhaite la classe politique française, de droite comme de gauche. Mais les propositions de François Hollande pour mettre en place une politique de grands travaux européens ont recueilli plus de rires que d'adhésions. L'arbitre de la situation demeurera la Chancelière, qui a soutenu Juncker, mais qui comprend la position de Cameron qui veut en finir, comme jadis Thatcher, avec la bureaucratie et le socialisme de Bruxelles. Sa liberté de choix est toutefois limitée par la Grande Coalition. Il faut s'attendre de toutes façons à un rude affrontement qui peut se terminer soit par l'éclatement complet, soit par un repli sur une Europe des Douze, voire des Six, soit par une conversion de l'Europe en une zone de libre échange qui a évidemment la préférence des libéraux de tous pays. Le sort de l'euro et de la Banque Centrale Européenne est évidemment lié à l'évolution politique de l'Union, mais paradoxalement c'est la monnaie et la finance qui demeureront peut-être la seule charpente européenne, excluant bien sûr la Grande Bretagne.

**« Fin du statu quo  
européen »**

Je pense que les choses vont également changer en France. Comme je l'ai suggéré plus haut, ce changement n'atteindra pas l'élite de la société politique. Mais peu à peu quand les Français auront repris leurs esprits par quelques semaines de repos, quand ils seront à nouveau confrontés aux drames du chômage, aux ponctions confiscatoires sur leur pouvoir d'achat, aux restrictions des retraites et autres programmes « sociaux », au désordre des écoles, ils seront saisis par le vide sidéral des projets politiques, quels qu'ils soient et ils seront envahis par le désespoir ou la colère – qu'ils ont déjà exprimés dans les urnes. C'est alors qu'un changement s'amorcera : le libéralisme va à nouveau se frayer un chemin dans les débats et projets politiques, parce qu'une simple alternance au pouvoir dans un horizon aussi lointain que 2017 ne leur semblera pas répondre à leurs attentes : qu'importe que ce soit la droite ou la gauche. Et dans trois ans ? Le changement c'est maintenant, au risque de la ruine économique et de l'explosion sociale, et le changement ne consiste pas à troquer des socialistes de gauche contre des étatistes de droite. Alors, toute manifestation de nature à démontrer qu'il y a en France une minorité agissante, sinon une majorité avérée, en faveur des idées de la liberté, sera bienvenue et fera pression sur ceux qui, sciemment ou inconsciemment, ont installé la tyrannie du statu quo.

Voilà en tout cas le changement que je vais essayer d'amorcer, accompagné des piliers de l'ALEPS mais aussi de personnalités aujourd'hui réduites au silence par les médias, ou muselées dans les partis politiques. Ce manifeste, dont vous avez eu naguère un premier aperçu, s'est enrichi du soutien d'un grand nombre de personnes et sera prêt avant même la rentrée, nous le soumettrons à votre signature et, croyez moi, il fera novation et changera de la « pensée unique » qui a endormi les esprits et ont réduit beaucoup de Français à la « servitude consentie ». Une fois les idées de la liberté ressorties de l'ombre ou du mépris, il sera juste à temps pour trouver les personnes et les formations capables de les porter au pouvoir. Ce temps presse, pressons le pas.

**« Critique et scepticisme  
ne sont plus de mise à  
l'heure du choix, à  
l'heure de la foi »**

Ce qui va changer, c'est notre volonté d'affirmer notre commune foi dans les idées de la liberté et dans la reconquête de notre prospérité et de notre dignité. Il est de notre devoir, de notre responsabilité, d'annoncer et d'accompagner l'espoir libéral.

**Jacques Garello**

## **MEDECINE « GRATUITE » : TIERS PAYANT A 100 %**

« Les Français ne paieront plus chez le médecin »

La formule est de Marisol Touraine, ministre de la santé, dans Le Monde daté du 20 juin. Milton Friedman avait dénoncé la pseudo-gratuité des services publics : « il n'y a pas de repas gratuit ». Il faut bien que quelqu'un paie. Mais qui, sinon les Français ? Le ministre veut dire qu'elle va généraliser le tiers-payant, brisant ainsi le dernier lien informant le patient du prix de la consultation. Jusque-là, c'était payant, mais remboursé ; désormais, voici que l'on veut réellement donner toutes les apparences de la gratuité aux actes médicaux : on enfonce volontairement les Français dans l'ignorance du vrai coût de la protection sociale. Une ignorance déjà organisée avec le mythe des « cotisations patronales ».

### **La France championne de la gratuité**

Les socialistes adorent ce qui est « gratuit » : c'est « vendeur » sur le marché politique, c'est le signe suprême de la « générosité sociale ». Et voici enfin les « services publics » accessibles à tous. L'école est gratuite, les universités aussi (les étudiants paient environ 2 à 3% du coût réel) ; beaucoup de transports publics également ; une partie de la culture est offerte « gratuitement » au public ; beaucoup de services rendus par les collectivités locales également (combien de conseils généraux fournissent « gratuitement » des ordinateurs aux collégiens !). La liste est longue : la France est championne de la « gratuité ».

La santé n'échappe pas à l'apparente gratuité : l'hospitalisation est gratuite, à quelques éléments près (le forfait hospitalier), ainsi que les médicaments (au moins partiellement) avec le système du tiers-payant dans les pharmacies ; les kinés et autres auxiliaires médicaux fonctionnent également largement avec le tiers-payant. Restait la médecine de ville (consultations ou visites). Grâce à Marisol Touraine, cette injustice est réparée.

### **« Le tiers payant n'est pas contraignant... »**

La déclaration du ministre mérite d'être connue en détail. Interrogée par Le Monde sur les freins financiers, qui interdiraient l'accès aux soins pour les personnes sans ressources, elle répond « Etre de gauche, c'est s'assurer que tout le monde puisse avoir accès aux soins. Un moyen efficace ? La généralisation du tiers payant. Elle commencera dès 2015 pour les bénéficiaires de l'aide à la complémentaire santé. C'est le tiers payant intégral que nous instaurons, les Français ne paieront plus chez le médecin. Contrairement à ce que j'entends, le tiers payant n'est pas contraignant pour les professionnels et n'incite pas à la consommation de soins. C'est une solution pour ceux qui ne se font pas soigner parce qu'ils ne peuvent avancer les frais ». Curieusement, la ministre ajoute « Mais les soins ne sont pas gratuits », et elle annonce un relevé des dépenses adressé aux patients, même à l'hôpital : « il ne s'agit pas de culpabiliser, mais d'informer ». Cela revient à dire : vous ne payez rien, mais vous auriez dû payer beaucoup. Bizarre, et de quoi responsabiliser les patients et éliminer tous les abus.

Quant aux professionnels, ils ne se sont pas trompés sur la portée de cette innovation : désormais, ils ont à charge de se faire rembourser par les Caisses et mutuelles. Ils sont intégrés malgré eux dans l'administration de la santé, alors que le paiement à l'acte est un des piliers essentiels de la médecine libérale. Les principaux syndicats médicaux ont marqué une vive opposition. Bilan résumé par Le Figaro, « Les médecins dénoncent le tiers payant généralisé. Entre déresponsabilisation des patients et dévalorisation symbolique, la fin du paiement à l'acte signe l'étouffement administratif de la médecine libérale ». Avec du travail administratif en plus pour les médecins, une incertitude de paiement s'il y a changement de mutuelle, sans parler des imbroglios venus de patients qui n'ont pas les droits voulus ! Voilà donc se profiler à l'horizon le médecin fonctionnaire, c'est le dernier pas avant le salariat. L'autre argument du ministre est de permettre aux plus démunis d'accéder aux soins. Les médecins interrogés crient à l'imposture car il existe de nombreux dispositifs permettant déjà un accès gratuit aux soins. Ils se sentent même insultés car beaucoup de médecins soignent gratuitement quand une personne est en grande difficulté.

### **« Le tiers payant n'incite pas à consommer... »**

L'argument massue du ministre est que le tiers-payant n'inciterait pas à la consommation de soins. C'est d'autant plus étrange qu'elle indique ensuite qu'au niveau de l'hôpital on va envoyer un relevé des frais d'hospitalisation pour « informer » ; c'est déjà reconnaître que le prix a une fonction informative. Mais ici on a mieux qu'un faux prix : un prix apparent nul. Tous les médecins savent que cela déresponsabilise le client, avec une multiplication de ceux qui prennent rendez-vous et ne viennent pas. Mais ça va beaucoup plus loin : partout où il y a gratuité apparente, la demande explose. On ne voit pas pourquoi la santé échapperait à cette règle.

>>

## Médecine « gratuite » : tiers payant à 100 % (suite)

On objectera qu'il y a déjà gratuité avec le paiement à l'acte, en secteur 1, puisqu'on est remboursé ; mais ce paiement donne au moins une information, même s'il y a la certitude d'être ultérieurement remboursé ; au moins un début de responsabilisation. C'est le dernier verrou qui saute. Cette question est emblématique du mal français et ce mal, c'est celui du mensonge et de l'irresponsabilité. Mentir sur le coût réel, pour rendre chacun irresponsable et donc totalement assisté et dépendant de l'Etat providence. La proposition de Marisol Touraine n'est que le dernier épisode de l'histoire de la socialisation de la médecine.

### L'anesthésie de l'assuré : 5.000 euros par an pour le smicard

« Il n'y a pas de repas gratuit ». La formule de Milton Friedman rappelle qu'il y a toujours quelqu'un qui paie. Dans le domaine caritatif, il y a des donateurs volontaires et ceux qui bénéficient des aides des restos du cœur ou du Secours catholique savent qu'ils le doivent à la générosité des Français, à la solidarité volontaire. Avec les dépenses publiques et la solidarité sociale obligatoire, celui qui paie est le contribuable ou l'assuré social ; ce n'est pas un choix volontaire, voilà une différence radicale. La différence est sensible aussi avec les systèmes privés de protection sociale et avec l'assurance, car on n'est pas obligé de s'assurer, chacun sait ce qu'il paie et peut choisir les modalités précises de la couverture. Même avec une assurance obligatoire on peut concevoir le libre choix de l'assureur (comme pour les automobiles).

Dans la protection sociale française « gratuite » il y a donc un double effet pervers ; d'une part, on doit s'assurer à un monopole public ; d'autre part, on en ignore le coût réel. Les deux choses sont liées. Il faut que les Français ignorent le coût, afin qu'ils demeurent persuadés que le monopole public est un système idéal, « que le monde entier nous envie ».

Les Français doivent demeurer dans l'ignorance de ce que leur coûte réellement l'assurance maladie et, pour masquer le mensonge, on a prétendu séparer la part dite « salariale » et la part dite « patronale » des cotisations de santé. Or, en fait les deux parts sont retenues à la source, déduites de ce que l'on appelle le « salaire complet », une réalité mise en évidence par l'ALEPS entre autres. Chaque année, un smicard paie pour sa santé (régime obligatoire) une somme d'environ 5.000 euros par an (6.000 avec la CSG), soit l'équivalent de quatre mois de SMIC net. Qu'il coûte une fortune doit donc être caché ; d'où la fiction des cotisations salariales et « patronales ». Le tiers payant a pour but de parachever l'ignorance des Français en supprimant le dernier élément d'information. Dormez tranquilles, restez ignorants et irresponsables, l'Etat s'occupe de vous et a tout rendu gratuit !

**Jean Yves Naudet**

## Pour attirer les touristes étrangers

*Les taxes de séjour dans les hôtels français sont relevées par l'Assemblée*

La majorité de gauche n'aime pas les hôtels. Ces élus socialistes, communistes et verts préfèrent camper sous la tente, ou à la rigueur se reposer au bord de leur piscine dans leur villa dans le Lubéron. La majorité n'aime pas non plus les étrangers, ces hordes de touristes qui envahissent le pays et encombrant nos transports publics.

Donc, mercredi dernier, à l'Assemblée, un projet de loi a été voté pour augmenter la taxe de séjour qui vient s'ajouter au prix de la chambre que vous aurez occupée. Elle était d'un euro par jour dans la plupart des cas, elle va passer à 3 euros pour les

hôtels 3 étoiles, et de 1,5 à 8 euros pour les hôtels 4 ou 5 étoiles.

Laurent Fabius, en charge des relations économiques internationales, de clamer tout de suite sa stupeur. Premier effet de la loi : diminuer la compétitivité de notre hôtellerie, déjà handicapée par les charges fiscales et sociales. Deuxième effet : aller dans le sens contraire à la promesse du gouvernement de baisser les prélèvements, discréditer ainsi notre pays et nos grandes proclamations de réformes structurelles. Attention aux marchés financiers !

Voici de plus une disposition aussi

géniale que la loi Montebourg (voir page suivante) : en Ile de France, une surtaxe de 2 euros sera prélevée sur les clients des hôtels pour financer les transports publics de la région !

Razzi Hammadi, député PS, trouve l'attitude du ministre des Affaires Etrangères inadmissible : « *Que le vote du Parlement soit remis en cause et que publiquement il soit demandé qu'il revienne sur sa décision me semble non seulement contraire aux principes de rénovation de notre démocratie, mais surtout une remise en cause de son indépendance* ». •

## Arnaud Montebourg réinvente la croissance

*Il va dévoiler bientôt une loi sur la croissance et le pouvoir d'achat : génial !*

**M**ais où va donc se nicher le génie français ? La communauté scientifique mondiale ignorait que nous cachions dans un gouvernement « normal » un homme d'exception, capable de produire une loi qui puisse créer la croissance et accroître le pouvoir d'achat.

Cette loi est certainement destinée à remplacer la vieille loi de l'offre et de la demande qui plombe l'économie depuis des siècles. Il fallait du génie, il fallait aussi du temps : *"Le ministre est resté à l'écart pendant deux à trois mois, le temps de travailler ses axes d'attaques, notamment sur ce que pouvait être une politique de croissance"*, a confié le cabinet du ministre.

Les axes maintenant bien huilés, la machine infernale peut se mettre en route. D'ailleurs on parle de « feuille de route » qui devrait mener la France au succès d'ici trois ans. C'est dire que Arnaud Montebourg va plus loin que le Président lui-même qui se contentait d'inverser la courbe du chômage avant la fin de l'année 2013. Quand verra-t-on la machine ? Le 10 juillet disent les impatientes, à la rentrée disent les gens qui sont dans la confiance. Voilà qui ridiculise ceux qui disent qu'en France rien ne change !

Quelques détails ont été fournis par le Ministre dans cette fameuse émission de BFMTV dimanche : « *Nous avons à réformer les méca-*

*nismes profonds de l'économie. Nous avons des phénomènes de rentes, de monopoles* ». Bravo.

Encore faut-il que les forces conservatrices, les partisans du statu quo, ne mettent pas des bâtons dans les roues, à commencer par ces patrons qui menacent de quitter le pacte de responsabilité. Et Montebourg de fustiger ces ennemis du peuple et de la croissance : *"On n'a jamais autant entendu les patrons qu'en ce moment. Je ne les ai jamais entendus sous Nicolas Sarkozy. Pourtant nous avons les mêmes problèmes, si j'ai bien compris"*, a-t-il ironisé. •

## Etat de droit ou Droit de l'Etat ?

*Deux lectures de la garde à vue de Nicolas Sarkozy*

**A**cette heure, nous ne savons pas quel sort attend l'ancien Président de la République. Mais on peut d'ores et déjà voir dans l'affaire soit un épisode peu glorieux de la vie politique française, soit une occasion d'illustrer ce que deviennent le droit et la justice dans un pays régi par l'Etat.

Sans doute l'évènement s'inscrit-il dans le désordre des mœurs de la classe politique française. L'action de justice s'intensifie au moment où le retour de Nicolas Sarkozy est annoncé. Certains diront que le retour a été annoncé parce que l'on savait que quelque chose allait se passer du côté de la Cour. Une grappe de scandales est accrochée à l'UMP, mais à l'Élysée aussi il y a eu quelques paniques judiciaires. D'ailleurs, pourquoi serait-on plus sévère pour Nicolas Sarkozy que pour tant d'autres qui se sont illustrés dans le passé et ont été poursuivis et parfois

condamnés ? Ceux qui donnent des leçons de morale aujourd'hui n'ont pas échappé aux poursuites voire aux condamnations naguère. Six cents élus sont en examen. Que dire des finances occultes du Parti communiste, des syndicats ? Les procédés employés dans l'enquête, les tables d'écoute en particulier, manquent d'élégance...

Voilà donc la dimension politique de cette garde à vue.

Faisons maintenant la lecture à la lumière des principes d'une société de libertés. Tout d'abord l'état de droit implique que nul ne soit au dessus des lois, fût-il Président de la République. On argue du fait que l'immunité présidentielle ne couvre plus rien, puisque les poursuites sont postérieures à la fin du mandat. Mais l'idée même d'immunité est contraire à l'état de droit. L'immunité ne devrait même pas être évoquée s'agissant de personnes qui prétendent servir l'intérêt général. La

corruption des responsables est inadmissible. Elle existe pourtant et la leçon de l'histoire et le raisonnement établissent que la corruption est d'autant plus forte que le pouvoir politique est fort et concentré, ce qui est le cas de la France. La liberté économique en baisse constante, l'Etat omniprésent et omnipuissant : comment ne pas céder en France à la tentation des pots de vin, des financements douteux, des alliances suspectes ? La loi Balladur « organisant » le financement des partis politiques a aggravé le système : faute de pouvoir recourir à l'argent, on va à la chasse à l'argent sale. Voilà donc les dégâts « collatéraux » du dirigisme. En perdant la liberté, les peuples perdent l'honnêteté. Aujourd'hui nous ne vivons plus en état de droit, nous sommes soumis au droit fabriqué de toutes pièces par l'Etat et interprété par des magistrats fonctionnaires peu avertis du droit. •



La semaine dernière l'actualité libérale avait établi son siège à Aix en Provence. La capitale historique de la Provence a une solide réputation de carrefour mondial des intellectuels libéraux, qui a été établie grâce aux 33 Universités d'Eté qui se sont succédées depuis 1978. L'accueil de la municipalité, dont le maire est Madame Maryse Joassains-Mazzini et le premier adjoint le professeur Gérard Bramoullé, y est pour beaucoup.

Ainsi, durant la semaine du 22 au 29 juin Aix recevait l'Université Européenne du Lions organisée par Jacques Garello, le jeudi 26 un forum de leaders politiques, le vendredi matin un forum des contribuables européens. Et enfin à partir de vendredi soir l'European Ressource Bank, plus connue sous le sigle ERB.

L'ERB en est à sa sixième édition. Inspirée par la pratique américaine, elle a pour but d'organiser une rencontre de tous les think tanks européens qui oeuvrent à la défense et à la promotion des idées de la liberté. Les participants échangent des expériences, des idées, des documents. C'est Pierre Garello, professeur à l'Université d'Aix Marseille, qui a en charge cette manifestation depuis son début, avec le soutien de l'Institute of Economic Studies Europe, dirigé actuellement par Emmanuel Martin, et fondé il y a 25 ans par Jacques Garello, auquel hommage a été rendu au cours du dîner de gala vendredi soir.

Comme chaque année, les Européens peuvent bénéficier de la présence et du soutien de nombreux think tanks américains comme Cato Institute, Global Philanthropic Trust, Freedom Works, Competitive Enterprise Institute. Des Etats Unis sont venus des personnalités aussi prestigieuses que Tom Palmer (Atlas), Fred Smith (CEI), Véronique de Rugy (Mercatus Center), Matt Kibbe (Freedomworks). Mais les Européens étaient en force, avec quelques grandes centrales comme la Fondation Friedrich Neumann (Allemagne), Open Europe (UK et Belgique), Hayek Institut (Autriche), Bruno Leoni (Italie), Contribuables Associés et IREF (France).

Ces détails vous paraîtront déplacés, ils ont pourtant pour mérite de faire connaître l'existence et l'importance d'une internationale libérale, qui vaut bien une autre Internationale !

Mais s'agissant d'une rencontre d'intellectuels, ce sont les thèmes qui étaient les plus importants. Les principales sessions ont porté sur les conséquences des élections européennes, sur la concurrence fiscale, sur l'éthique du marché, sur le coût des réglementations, sur la situation en Europe de l'Est. Dimanche après-midi, une session « francophone » s'est intéressée à l'évolution des systèmes de santé et de retraites dans le monde.

Une fois de plus, il a été prouvé au cours de cette semaine que si la France actuelle n'est pas la patrie du libéralisme, il y a un noyau de libéraux français qui ne déparent pas dans le concert européen et mondial et qui sont très appréciés de personnalités de tous pays. Il faut dire que dans la délégation française, outre les organisateurs, figuraient Pascal Salin, Jean Philippe Delsol, Eudes Beaufreton et la jeune équipe aixoise de « Students for Liberty ».

*Un compte rendu complet de l'ERB se trouve sur le site [www.europeanresourcebank.com](http://www.europeanresourcebank.com)*

## Comment faire gagner aux Français 110 milliards d'euros par an en une seule mesure ?

**Alignons le statut de la fonction publique française sur celui de nos voisins**

Découvrez, comment et en exclusivité sur [www.contribuables.org](http://www.contribuables.org),  
la dernière étude\* de **Contribuables Associés** :

**« Fonction publique française : le dernier dinosaure »**

Qu'y gagnerez-vous ?

- > **du pouvoir d'achat en réduisant considérablement vos impôts.**  
(Le montant collecté d'impôt sur le revenu 2013 est de 69,3 milliards d'euros).
- > **un avenir pour vos enfants.** La dette française de 2000 milliards, représente 29 000 euros de dettes par Français. Et ce sont nos enfants qui en supporteront le coût. La seule charge de la dette représente actuellement le premier poste de dépenses budgétaires de l'Etat devant l'Education et l'Armée.
- > **des services publics plus performants.**

Comment faire ?

Contribuables Associés soutient la proposition de loi n°2017 (détails sur [www.contribuables.org](http://www.contribuables.org))  
d'un courageux député, Jean-François Mancel. Il demande **la suppression du statut des fonctionnaires**  
(en le réservant à l'armée et à la police).

- > **Ecrivez très simplement à votre député à l'aide du bulletin ci-dessous afin de lui demander de cosigner cette proposition de loi et de faire pression sur le gouvernement.**  
Votre député connaîtra ainsi l'avis de ceux qu'il doit défendre à l'Assemblée nationale.



Nom : ..... Prénom : .....

**Oui**, je veux que la France et les Français économisent 110 milliards d'euros par an pour **réduire les impôts** et **diminuer la dette** qui pèse sur l'avenir de nos enfants.

Je demande à mon député, M<sup>me</sup> / M. ....  
de cosigner la proposition de loi (n°2017) de Jean-François Mancel visant à **supprimer le statut de la fonction publique** en le limitant à l'armée et la police.

Signature :

A renvoyer à : Madame / Monsieur le Député .....  
Assemblée Nationale - 126 rue de l'Université - 75355 Paris 07 SP

Nos amis de Contribuables Associés (dont le porte parole Benoite Taffin est administrateur de l'ALEPS) propose à leurs adhérents (plus de 350.000 personnes) d'adresser à leurs députés cette pétition. Nous nous associons à cette initiative pour deux raisons : la première est que la baisse du nombre de fonctionnaires ne peut se faire sans réduction de la dimension de l'Etat et du secteur public – ce qui est notre objectif principal. La deuxième est qu'une telle démarche peut démontrer la puissance de la société civile quand elle fait pression sur la société politique et la mobilisation de la société civile est à nos yeux indispensable.

# Préparer une rentrée efficace

La prochaine Nouvelle Lettre sera datée du mardi 26 août. Mais cette courte séparation ne sera pas du temps perdu pour la cause libérale et nous vous faisons quelques suggestions.



## **Rencontre à l'occasion du 6ème Weekend de la liberté organisé par Le Cercle Frédéric Bastiat**

avec le soutien de l'ALEPS, Contribuables associés, Liberté Chérie, l'Institut Coppet, l'IFRAP, l'IREF et Alternative Libérale

Certains d'entre vous peuvent se décider au dernier moment et se rendre à Saint Paul les Dax **du 4 juillet 2014 au 6 juillet 2014** pour suivre une série de conférences organisées sur le thème **Services privés, service public**.

Renseignements et inscriptions à l'adresse [www.bastiat.net](http://www.bastiat.net) ou [cercle.bastiat@gmail.com](mailto:cercle.bastiat@gmail.com) ou au 05 59 45 36 47

## **S'instruire en naviguant sur le site [www.libres.org](http://www.libres.org).**

C'est une mine à exploiter.



C'est aussi sur le site que vous pourrez prendre connaissance, au cours de la première quinzaine d'août et en avant première, du texte du manifeste **Français, Retrouvons nos libertés** et de ce que pourrez en faire.

## **Lecture**

Vous élargirez votre culture libérale en passant commande, au cours des semaines prochaines, des plus récentes de nos publications pour vous et votre entourage.

Au programme : *Connaissance du libéralisme*, *Se passer de l'Etat*, *Portraits de philosophes*, *Portraits d'économistes*. Leur lecture est facile et c'est aussi une des méthodes les plus efficaces pour comprendre les erreurs du socialisme et les perspectives d'une rupture.

Mais aussi *Comment sauver vos retraites. Lettre ouverte aux retraités actuels et futurs* de Jacques Garelo (Editions Libréchange, 2013) plus *L'obsession anti-libérale française : ses causes et ses conséquences* de Nicolas Lecaussin (Editions Libréchange, 2014).

## **Convaincre**

Vous vous ferez un plaisir et un devoir, pendant ces vacances où vous allez rencontrer tellement de monde, de recueillir des adresses e-mail de personnes auxquelles nous ferons un service gratuit de quatre numéros dès la rentrée pour les inciter à s'abonner.

J'aborde ce mois de juillet et cette rupture avec un optimisme redoublé. Non seulement les premiers contacts démontrent que l'idée et le contenu du manifeste sont très prisés, mais la lettre que j'avais adressée la semaine dernière pour rappeler l'urgence vitale des abonnements a reçu le meilleur accueil, et les premiers chèques de 40 euros ont afflué. Je vous en remercie sincèrement.

**Jacques Garelo**